Congrès du PGE à Malaga (p. 4)

COMMUNISTES

« Contre la réforme des retraites, engageons toutes nos forces ! » (p. 3)

(entretien avec Igor Zamichiei)

Vidéo

Une autre réforme des retraites est possible. (Fabien roussel)

L'AIR DU TEMPS

Le social en tête

L'Institut Paris Région (IPR) réalise tous les deux ans un vaste sondage, auprès de 10 000 personnes en région parisienne. D'ordinaire, ces études semblaient dire que l'opinion était focalisée sur les seuls thèmes de la délinquance et de la sécurité. Cette année, changement complet de décor : « Pour la première fois, dit l'étude, l'ordre des priorités se trouve bousculée : c'est la pauvreté qui s'impose dorénavant comme la première préoccupation des Franciliens. » La pauvreté en effet est citée par 40 % des sondés, devant le chômage (31 %), la délinquance (15 %) ou la pollution (11 %). « C'est une tendance lourde, dit encore l'étude, qui ne peut qu'interpeller élus et pouvoirs publics à la veille des élections municipales. » ✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2019 (cliquez)

Je verse : ..... €

"En pleine bataille des retraites donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

AGENDA MILITANT

Tous les mardis c'est l'Université permanente. Programme sur **@universitepermanente**

4 décembre 18 h : Rencontre ADP, quartier Picasso Berlioz, Bobigny (93)
4 décembre 18 h 30 : Vernissage Exposition BD « On va s'arranger : Refuge au pays du cèdre », 2 place du Colonel-Fabien, Paris 19e
4 décembre19 h : Réunion publique Référendum contre la privatisation d'ADP, salle Jean-Jaurès, Malakoff (92)
4 décembre 19 h : Table ronde, groupe scolaire Maurice-Quettier, Limay (78)
4 décembre 19 h : Agora : Demain tous ubérisés ? 21 rue J.-B.-Baudin, Villejuif (94)
4 décembre 19 h : Inauguration du local de campagne, 4 avenue Roger-Derry, Vitry-sur-Seine (94)
5 DÉCEMBRE : TOUTES ET TOUS EN GREVE !!
6 décembre 18 h 30 : Ciné-débat ¨Services publics : la solution à la crise sociale, écologique et démocratique ?¨, avec la projection du film ¨Main basse sur l'énergie¨, coproduit par ¨Là-bas s'y j'y suis¨, cinéma de Chalon-sur-Saône (71)
6 décembre 18 h 30 : Formation sur la réforme des retraites, 66 rue de la Gare, Lens (62)
6 décembre 18 h 30 : Vin chaud des cocos, au local PCF La Croix Rousse, Lyon (69)
6 décembre 19 h : Municipales 2020 : Tous à l'espace Jean-Ferrat, Tremblay-en-France (93)
6 décembre 19 h : On signe pour un référendum ADP au bar De l'autre côté du Pont, Lyon (69)
6 décembre 19 h : Agora citoyenne, salle des Fêtes, Beyssac (19)
6 décembre 19 h : La Nuit du sans-abrisme, place Monestier, Châteauroux (36)
6 décembre 20 h 30 : Ateliers citoyens, la nature et la biodiversité, à la Maison de la citoyenneté, Morsang-sur-Orge (91)
6 décembre 20 h 30 : Fraude fiscale encouragée qui veut la fin des services publics/ADP, Foyer de Maquens, Carcassonne (11)
6-7 décembre : Le Festival de cinéma, « La pauvreté sans clichés », ATD Quart Monde, au Méliès, Montreuil (93)
6-7 décembre : Marché de Noël solidaire, 15 rue Furtado, Bordeaux (33)
7décembre 10 h : Grande initiative citoyenne pour le respect et la dignité ! Gare de Douai (59)
7 décembre 10 h : La parole est à vous, place Pierre-Roux (devant le Foyer du Peuple), Marseille 5e (13)
7 décembre 10 h : « Je pédalerai pour faire décoller le référendum ! », Pierre Dharréville, Martigues (13)
7 décembre10 h : On signe pour ADP, au marché, Périgueux (24)
7 décembre 10h : On signe pour ADP, marchés Ussel, Brive, Égletons, Neuvic (7)
7 décembre 14 h : ADP-thon au Géant Casino, Gap (05)
7 décembre 14 h 30 : Atelier du projet, école Michelet, Fontenay-sous-Bois (94)
7 décembre 14 h 30 : Sur le petit pont, entre Espace Saint-Quentin et le marché de Montigny-le-Bretonneux (78)
7 décembre 15 h : ADP, on signe, parvis de la mairie, Cahors (46)
7 décembre 15 h : ADP, on signe, Carrefour, Montélimar (26)
7 décembre 15 h : Échange avec des jeunes réfugié•e•s, JC92, 56-58 rue Sadi-Carnot, Nanterre (92)
7 décembre 20h : Concert de soutien #Stop à la répression politique, JC94, Le Hangar, Ivry-sur-Seine (94)
7 décembre 20 h : Soirée de solidarité avec le Rojava et le peuple kurde, Espace Paris-Est Montreuil, 128 rue de Paris, Montreuil (93)
7-8 décembre : Dégustation et vente de fin d'année, place des Grès, Paris 20e
8 décembre : Marche des mamans, organisée par le Collectif de défense des jeunes du Mantois, Mantes-la-Ville (78)
8 décembre 8 h-18 h : Brocante solidaire, 56 rue du Rendez-Vous, Paris 12e
8 décembre 9 h : Caravane ADP tour 92, Bagneux (92)
8 décembre 9 h-17 h : ADP-Thon, place de la Mairie, Ablon-sur-Seine (94)
8 décembre 10 h : ADP-thon, marché côté RN2, Antony (92)
8 décembre 10 h 30 : Référendum ADP, j'ai signé, et toi ? Plusieurs points, Montreuil (93)
8 décembre 14 h : Marche des précaires et des chômeurs, départ place de la gare Montparnasse, Paris
9 décembre 11 h : Conférence de presse : les mineurs grévistes de 1948 et 1952, Cathy Apourceau-Poly, Fabien Roussel, Christiane Taubira, Norbert Gilmez, Philippe Martinez, Palais du Luxembourg, Paris
9 décembre 14-19 h : Permanence ADP, 150 rue de Paris, Angoulême (16)
9 décembre 18h30 : Laïcité, liberté de consciences : Quels débats, quel avenir ? 28-63 rue du Petit-Lac, Saint-Martin-le-Vinoux (38)
9 décembre 18 h 30 : Les lundis des projets, maison de l'Avenir, Beauvais (60)
9-12 décembre : Semaine de la Laïcité (26)
10 décembre 12 h : On signe pour le référendum, Foyer des jeunes travailleurs du Roc, 12 Place d'armes, Granville (50)
10 décembre 16 h : Rassemblement stand ADP, place Notre-Dame, Dijon (21)
10 décembre 19 h : Ateliers citoyens, centre de loisirs des Gondoles, Choisy-le-Roi (94)
10 décembre : On adopte ensemble le programme, ancien collège Mono, Vitry-sur-Seine (94)
11 décembre 19 h : Évènement, MEETING RETRAITE, Bourse du travail de Saint-Denis (93)
11 décembre 19 h : Atelier du Projet à Paul Vaillant-Couturier, Bagneux (92)
11 décembre 19 h : 40 mesures d'urgence pour les hôpitaux et Ehpad, 2 rue Robespierre, Ivry-sur-Seine (94)
11 décembre 19 h : Rencontre publique Chaprais, Centre Pierre Mendes-France, Besançon (25)
11 décembre 19 h : Parlons retraite, rue de Saint-André-d'Ornay, La Roche-sur-Yon (85)
11, 12, 13, 14 décembre : La 12e édition des journées « Actualité de Marx et nouvelles pensées critiques » aura lieu à l'université de Bordeaux & Sciences Po, Bordeaux (33)
13-15 décembre : Congrès du Parti de la gauche européenne organisé à Malaga (Espagne)

Pour connaître davantage d'initiatives, consulter le site www.PCF.fr
http://www.pcf.fr/actions
Vous pouvez nous communiquer vos initiatives à venir par courriel à communistes@pcf.fr

« Contre la réforme des retraites, engageons toutes nos forces ! »

Igor Zamichiei , membre du CEN, coordinateur de l'exécutif, répond aux questions de *CommunistesS*

Comment se prépare la journée du 5 ? Où en est la mobilisation ?

Le 5 décembre va être l'événement social de ce quinquennat. Des millions de nos concitoyens sont en train de prendre conscience de la régression immense que constitue le projet de réforme des retraites de Macron. Cheminots, enseignants, étudiants, personnels de santé, policiers, éboueurs, avocats… la mobilisation est en train de s'étendre à tous les secteurs. Les syndicats nous font part d'un niveau de mobilisation exceptionnel pour les manifestations partout en France, comme à Marseille ou encore en Île-de-France. Le Parti est totalement engagé dans cette bataille parce que c'est la Sécurité sociale elle-même, créée par le ministre communiste Ambroize Croizat, qui est menacée. L'immense majorité de nos concitoyens subirait un effondrement de leur niveau de pension si nous ne mettons pas en échec ce projet. Depuis des mois, à partir du travail d'un collectif national dédié, la direction du Parti prépare ce rendez-vous. Fabien Roussel s'est adressé récemment aux communistes pour rendre compte de ce travail et annoncé la mise à disposition des adhérent.e.s de matériels pour aller à la rencontre des Français.e.s. Depuis plusieurs jours toutes les fédérations travaillent à la réussite des manifestations du 5, à l'élargissement de la mobilisation, à la présence forte et visible de notre parti, au renforcement de notre organisation.

Quel est l'enjeu de ce projet ? Quelle alternative y opposer ?

Il faut prendre la mesure de la régression que veut imposer le gouvernement. C'est une réforme à contresens de l'histoire de notre pays. Quatre mesures de ce projet vont être particulièrement dévastatrices : le plafonnement à 14 % du PIB des ressources publiques affectées aux retraites, l'instauration d'un âge pivot, la modification possible à tout moment de la valeur du point et le calcul de la pension sur l'intégralité de la carrière vont conduire à des baisses de pensions très importantes dans le privé comme dans le public. Pour ne prendre que deux exemples : Les femmes qui ont plus souvent des carrières hachées et subissent des temps partiels imposés vont être particulièrement touchées ; les enseignant.e.s pourraient perdre quant à eux entre 300 et 900 euros de retraites avec ces nouvelles règles. Le PCF oppose à ces mesures un projet qui constituerait une réelle avancée de civilisation avec un haut niveau de pension pour toutes et tous garanti par de nouveaux droits : une retraite à taux plein à 60 ans, aucune pension inférieure au smic revalorisé, un système qui prend en compte les périodes de formation, de chômage et d'implications familiales, une réelle prise en compte de la pénibilité au travail, la liberté pour celles et ceux qui voudraient partir plus tôt ou plus tard. Ce projet est entièrement financé par les nouvelles ressources que généreraient la création d'emplois durables et qualifié, l'augmentation des salaires et l'égalité femmes-hommes, la modulation des cotisations patronales et la mise à contribution des revenus financiers.

Quelles suites à la journée du 5 ? Quelles initiatives du Parti ?

Au plan national, l'enjeu est de faire progresser une alternative politique qui ouvre une perspective au mouvement social. L'alternative à ce projet est décisive pour l'alternative politique au duo Macron-Le Pen qui domine aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle le PCF a pris l'initiative de réunir le 11 décembre prochain toutes les forces de gauche et écologistes lors d'un meeting à la Bourse du travail de Saint-Denis. Ce rassemblement est un formidable signal d'espoir pour celles et ceux qui luttent. En lien avec le mouvement social, il peut contribuer à mettre en échec le projet présidentiel et à poser les bases d'une alternative de transformation sociale et écologique de notre pays. Et partout en France, l'action des organisations du Parti va être essentielle pour convaincre et rassembler. Fabien Roussel a appelé les communistes à aller aux portes de 1 000 entreprises et lieux de travail pour dialoguer avec les salarié.e.s. Cette démarche inédite, dans le prolongement de nos décisions de congrès, doit permettre d'unir les travailleurs.euses que le pouvoir s'acharne à diviser, contribuer à leurs luttes par nos propositions, proposer l'adhésion à notre parti et renforcer notre organisation dans le monde du travail. Parallèlement de nombreuses actions peuvent être organisées localement : formation des communistes sur le projet de réforme et notre contre-projet pour nourrir leur intervention ; soutien humain et financier aux grévistes, élaboration de matériels locaux destinés aux secteurs en lutte dans nos départements ou encore organisation de réunions publiques d'information ou de débats contradictoires. Enfin, ce mouvement social peut être un atout important pour nos campagnes municipales car il y a un lien concret entre la dénonciation de ce projet et les politiques municipales innovantes que nous menons pour le pouvoir d'achat, en direction des retraités et pour le développement des services publics. ✪

Le congrès du PGE

Vincent Boulet rapportait, au dernier CN, sur le prochain congrès du Parti de la gauche européenne (PGE), les 13-15 décembre, à Malaga (Espagne). Extraits.

C'est un enjeu important à trois titres

I. PREMIÈREMENT, POUR LA GAUCHE EN EUROPE. Le PGE est aujourd'hui dans une situation paradoxale. D'une part, il a essuyé le contrecoup des échecs et de la crise de la gauche européenne ces dernières années, de l'échec du gouvernement de Syriza en Grèce du fait de l'insuffisance des rapports de force en Europe et en Grèce même, au recul global de la gauche européenne aux dernières élections européennes qui ont vu le groupe parlementaire de la GUE-NGL s'affaiblir numériquement et politiquement. Il a également souffert d'entreprises de division, à l'image de la tentative mélenchoniste dite de « Maintenant le peuple ». De tout cela a résulté une certaine dévitalisation politique du PGE et le renforcement de débats sur sa visibilité, voire son utilité. D'autre part et malgré cela, le PGE demeure le seul regroupement à un niveau continental des forces de gauche structuré dans la durée. Il n'y en a pas d'autre. (...). Mais ces forces se retrouvent, dans leur diversité, sur une ambition, celle de porter le projet d'un « *nouveau contrat social entre les peuples souverains et solidaires en Europe* », ce qui implique de « *sortir de l'austérité et des logiques libérales des traités européens* » (document politique du congrès de Berlin en décembre 2016). « *Le Parti de la gauche européenne défend la perspective socialiste, définie comme une société de justice fondée sur la mise en commun des richesses, des moyens de production et sur la souveraineté des choix démocratiques, en harmonie avec les ressources limitées de la planète. Il rejette le capitalisme, générateur d'inégalités, d'injustice, de pauvreté et de guerres, ainsi que le patriarcat et toute discrimination » (ibid.)*. Sur la base de cette réalité et de ces principes, le PGE est devenu un acteur important de la solidarité internationale et est reconnu comme un interlocuteur important par les forces de gauche au niveau international (...). En outre, depuis le congrès de Berlin, le PGE a pris l'initiative de lancer le forum annuel des forces de gauche, progressistes et écologistes, qui s'est réuni à Marseille en 2017, à Bilbao en 2018 et à Bruxelles les 8-9-10 novembre derniers. (...)

Les forces de gauche sont confrontées à des défis structurels communs (...)

Le PGE doit devenir un outil pour travailler aux rapports de forces et rendre possibles de nouvelles convergences et, pour cela, travailler et développer des campagnes qui donnent à voir qu'il est concrètement possible d'ouvrir des brèches dans la construction capitaliste de l'UE et la domination du capital d'une part, et de remettre en cause les traités européens, le pacte budgétaire austéritaire et antidémocratique et les mécanismes de contrôle de la Commission européenne d'autre part (question d'actualité car la Commission vient de pointer huit pays de l'UE pour « déficit excessif », dont la France et l'Espagne). Et pour une Europe qui respecte la souveraineté des peuples et des nations et permette des coopérations solidaires entre peuples associés. J'évoquerai rapidement quelques exemples : pour l'alignement par le haut des salaires ; pour la défense et le développement des services publics ; pour la lutte contre l'évasion fiscale ; pour une autre utilisation de l'argent en Europe ; pour l'égalité femmes-hommes ; contre les traités de libre-échange ; pour la dissolution de l'OTAN ; pour un modèle de développement incluant les décisions de la COP 21...(...)

Le projet de document politique (remis aux membres du CN) (...) se concentre sur trois questions majeures : A quelles urgences les peuples européens sont-ils confrontés aujourd'hui, et sur quelle base sociale une riposte est-elle possible ? Quel est le projet social, démocratique, féministe, pacifique, écologique que nous défendons pour les peuples d'Europe ? Quelles sont les tâches immédiates pour le PGE pour ouvrir une nouvelle phase dans l'histoire du PGE ? (...)

Le second enjeu du congrès concerne la question de ses instances. Le PGE est doté d'une structure à trois niveaux : la présidence, composée d'un président, actuellement Gregor Gyzi, et de quatre vice-présidents : actuellement Maite Mola pour le PCE, Pierre Laurent pour le PCF, Paolo Ferrero pour le PRC et Margarita Mileva pour la Gauche bulgare. Gregor Gyzi a annoncé qu'il ne se représentait pas. Le secrétariat politique est composé d'une dizaine de partis clés qui assurent le fonctionnement politique immédiat en lien et avec la présidence. Ces deux instances sont élues au congrès et il s'agit donc d'une bataille politique. Le bureau exécutif se réunit trois fois par an. Il est composé de deux membres à parité par parti membre et est ratifié par le congrès. Il faut également mentionner le rôle de la conférence des présidents, où les présidents des partis membres fixent les grandes orientations du PGE et où nous sommes représentés par notre secrétaire national Fabien Roussel. Il importe que les discussions sur la direction (présidence et secrétariat politique) se fassent selon les principes suivants :

1. Les équilibres et les principes politiques fondamentaux qui ont concouru à la naissance et au développement du PGE doivent être maintenus. (...)
2. Qu'elle soit représentative de la diversité politique et géographique de ses organisations membres, mais aussi qu'elle soit en mesure de travailler efficacement. (...)

II. DEUXIÈMEMENT, LE CONGRÈS DU PGE REPRÉSENTE ÉGALEMENT UN ENJEU POUR LE PCF. Nous en sommes tous conscients ici : en dépit de la campagne dynamique que nous avons menée avec la liste « Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent » conduite par Ian Brossat, le PCF n'est pas, pour cette nouvelle mandature, représenté au Parlement européen. Cela a des répercussions sur nos relations et notre travail en commun et de solidarité internationale en Europe. Il est donc d'autant plus important de resserrer nos liens avec les organisations avec lesquelles nous entretenons des relations fraternelles et solidaires et avec les cadres européens auxquels nous prenons part. (...) Cela est valable également pour le PGE qui est, je le répète, le seul cadre européen transnational structuré dans la durée où les partis de la gauche européenne peuvent dialoguer et agir ensemble. Il est donc indispensable que le PCF soit présent dans son noyau directionnel. (...) C'est pour cela que nous faisons la proposition que le PCF soit candidat au congrès, garde une place de vice-président du PGE et une représentation au secrétariat politique en plus de sa place au comité exécutif du PGE.

Vous avez une proposition nominative qui est aujourd'hui soumise au vote du CN (candidat à une vice-présidence : Pierre Laurent ; candidat au secrétariat politique : Vincent Boulet ; au comité exécutif : Vincent Boulet et Lydia Samarbakhsh). De même qu'une proposition de délégation au congrès du PGE, également soumise au vote du CN (par ordre alphabétique : Balavoine Charlotte, Bidard Hélène, Boccara Frédéric, Boulet Vincent, Idir Mina, Lacaze Pierre, Laurent Pierre, Picquet Christian, Sabourin Anne, Samarbakhsh Lydia, Roussel Fabien, Ternant Muriel). Cette proposition comprend à parité 12 camarades, comme cela est la règle pour tous les partis dans les congrès du PGE. (...)

III. TROISIÈMEMENT, sous un angle tout à fait différent. Ce congrès se déroulera en Espagne, dans une ville où le PCE et la Gauche Unie (organisation politique fédérale à laquelle le PCE participe) sont fortement implantés, alors que la gauche espagnole se trouve dans une situation inédite (...) ✪

La crise malienne expliquée par le Pr Issa N'diaye

Mercredi 27 novembre 2019, le professeur Issa N'Diaye a été auditionné par le secrétariat du secteur international du PCF et les membres du collectif Afrique sur la situation économique, politique et sécuritaire au Mali et dans la région sahélienne.

Issa N'Diaye, ancien ministre de l'Éducation du Mali, est un acteur de premier plan du mouvement démocratique de son pays. Il est également un militant associatif, président du Forum Civique qui est un « espace de réflexion et d'action ». Il est l'auteur de nombreux articles scientifiques et livres et est régulièrement sollicité par la presse nationale et internationale pour livrer son analyse sur la situation de son pays et de toute la région sahélienne. Ces deux derniers ouvrages* en date, publiés avec le concours de la Fondation Gabriel Péri, sont des chroniques du processus de décomposition de l'État et de la démocratie au Mali.

Au cours de son exposé, Issa N'Diaye a abordé divers aspects de la crise qui secoue le Mali et notamment l'émergence politique des religieux ; les accords d'Alger, le projet de révision constitutionnelle et les risques d'ethnicisation des institutions et de l'armée avec la régionalisation envisagée ; le dialogue national ; les causes de la faiblesse de l'armée malienne ; l'intervention militaire française et son arrière-plan stratégique et politique dans le contexte d'un État faible et d'une économie minée par le trafic de drogue ; la question de la réforme du franc CFA.

Issa N'Diaye décrit une situation tendue et complexe marquée par l'extension de l'insécurité, des violences à répétition contre des civils, attaques contre les forces armées maliennes et étrangères. Il y a un sentiment d'abandon des populations et d'inefficacité des forces étrangères. D'où le rejet de la force française Barkhane et des troupes de l'ONU par de nombreuses couches de la société. À l'intérieur du pays, des populations érigent des barricades sur les routes pour entraver la circulation de ces troupes. Des marches de protestation sont organisées contre la présence militaire étrangère dans les villes et notamment à Bamako. Des slogans anti-français sont allègrement repris et des figures respectées de la société établissent un lien direct entre l'insécurité et la présence des troupes françaises et onusiennes. L'armée malienne qui est formée depuis plus de cinq ans par des experts européens reste extrêmement faible face aux attaques des groupes armés djihadistes. Ses positions sont attaquées avec à la clé à chaque fois des pertes importantes en vies humaines dans ses rangs.

"Pour Issa N'Diaye les solutions sont ailleurs, dans la réponse aux immenses défis sociaux, économiques, environnementaux, pour donner des perspectives aux Sahéliens, singulièrement aux jeunes"

Au nord du Mali, à Kidal, c'est le statu quo : l'État n'y exerce pas sa souveraineté, ce qui amène de nombreux Maliens à soupçonner une complicité entre les forces françaises et les mouvements armés touaregs. Issa N'Diaye estime que l'accord d'Alger est rejeté par les populations, alors que les pressions de la France et de l'ONU pour son application sont de plus en plus fortes. De son point de vue, cet accord, s'il est appliqué en l'état, aura pour conséquence de conduire à la partition du pays sur des bases ethnico régionalistes.

Pour Issa N'Diaye, il faut en finir avec les discours qui nient les convoitises sur les ressources minières et parfois même leur existence et penser à un changement stratégique. Il estime indispensable de faire aboutir le dialogue national et de reconstruire l'État malien sur des bases démocratiques et républicaines. Il plaide pour le respect de la souveraineté nationale et la franche collaboration avec la France et les autres acteurs extérieurs. Pour lui, il est maintenant établi que malgré la présence de la force Barkhane et ses 4 500 hommes et de la Minusma et ses 13 000 soldats, le Sahel connaît une déstabilisation lente et diffuse. Le scénario que l'on pouvait redouter au lendemain de l'intervention militaire française au Mali se déroule dangereusement. Comme une évidence, la seule réponse militaire est un échec. Il ne suffit pas de signer des traités laissant à l'armée française toute latitude pour aller et venir et occuper le terrain, pour sortir la sous-région du guêpier. Pour Issa N'Diaye les solutions sont ailleurs, dans la réponse aux immenses défis sociaux, économiques, environnementaux, pour donner des perspectives aux Sahéliens, singulièrement aux jeunes. ✪

Félix Atchadé
Collectif Afrique du PCF

* Issa N'Diaye : *Démocratie et fractures sociales au Mali*, tome I : Silence, on démocratise , 228 p. tome II : Le festival des brigands, 314 p., Éditions La Sahélienne, Bamako, 2018

Les élections dans le 93

Nous sommes désormais entrés dans la dernière ligne droite des élections municipales. Depuis des mois et des mois, les communistes de Seine-Saint-Denis travaillent au rassemblement de la population sur les contenus et un véritable projet pour la ville porté par le plus grand nombre. C'est notre boussole commune, quelle que soit la situation politique de la ville, ville que nous dirigeons, où nous participons à une majorité, ville de reconquête.

Depuis des mois, les initiatives que nous prenons visent toutes à faire en sorte que les citoyens se réapproprient les décisions, les contenus, une vision partagée du devenir de la cité. Cette démarche s'est traduite concrètement par la construction de questionnaires sur les sujets à traiter avec, dans la foulée, l'organisation d'ateliers thématiques ou bien, selon les villes, d'assemblées de quartiers pour débattre concrètement de ce qu'il faut changer, améliorer, transformer dans le quartier et dans la ville, ou encore de réunions d'appartement pour débattre à l'échelle d'une cité, d'un pâté de maisons de ces questions.

Nous considérons que les habitants sont les experts du quotidien, qu'ils sont compétents pour réfléchir, décider, œuvrer concrètement à la transformation de leur ville. Dans ce schéma, il ne s'agit pas de nier les contraintes financières et institutionnelles qui s'imposent aux communes mais de les partager pour ensemble engager des batailles et inventer de nouvelles solidarités.

D'ailleurs, nous construisons cette démarche en actes, dans des luttes, contre la vente de logements sociaux, la surfacturation de quittances d'eau, contre la suppression de services publics, mais aussi l'organisation par exemple de ventes de fruits et légumes bio en circuit court à des prix abordables. Il s'agit pour nous d'être dans le concret et de faire la démonstration que l'on peut agir et transformer immédiatement la réalité locale.

Parmi les sujets que nous traitons, certains relèvent de questions locales mais, pour une très grande part, il s'agit de sujets plus généraux qui portent une autre vision de la société, de la vie en société, de la solidarité. Travail, circuits courts, culture, égalité femme-homme, racisme, numérique, écologie… sont autant de sujets de fond qui peuvent être traités au niveau de la commune avec les citoyens comme acteurs principaux.

Nous le disons à juste titre, nous sommes contre une réforme territoriale qui « éloigne les citoyens des lieux de pouvoir et de décisions ». Alors nous voulons faire la démonstration concrète que la commune est ce lieu qui rapproche les citoyens des lieux de pouvoir et de décisions et qui permet de traiter de sujets très politiques.

Nous considérons que la commune doit revendiquer une clause de compétence généralisée qui permette de traiter tous les sujets ; à l'image

par exemple des maires qui ont pris des arrêtés antiglyphosate.

Cette question de la démocratie, de la participation citoyenne n'est donc pas un supplément d'âme, une cerise sur le gâteau pour ces élections municipales mais un marqueur fort pour les communistes puisque notre conception d'une société émancipée est d'abord et avant tout une société où les décisions sont prises par le plus grand nombre pour le plus grand nombre ; par le peuple pour le peuple.

Porter cette conception de construction démocratique ne minore pas notre rôle ; au contraire, car elle permet de construire dans le concret une participation citoyenne qui est loin d'être spontanée et qui demande une vision politique pour y parvenir.

Ce n'est un exercice ni facile, ni spontané, mais un exercice qui nous oblige à faire le pari de l'intelligence collective, tout en nous appuyant sur l'apport des forces politiques, sur la richesse de la réflexion et de l'action organisée, engagée et militante.

Ces formes d'engagement ne s'opposent pas et, au contraire, peuvent se nourrir mutuellement dès lors qu'elles ont des visions communes et partagées de l'intérêt général, du bien commun et des valeurs d'humanité.

Ce travail d'élaboration commune, de co-construction, de participation citoyenne, nous voulons en faire notre marque de fabrique car c'est une aspiration forte de la société à laquelle nous voulons répondre de façon très politique. ✪

Nathalie Simonnet
secrétaire départementale de la Seine-Saint-Denis,
membre de l'exécutif national.

Programme saison 2019/20

L'Université permanente vous propose 4 cycles de conférences.

L'Université permanente est d'abord un lieu d'éducation populaire qui s'adresse à tous les curieux qui entendent approfondir leurs connaissance. Loin de toute pensée unique, banale ou simpliste, elle propose de découvrir de manière exigeante et accessible une pensée vivante dialoguant notamment avec une tradition dont Marx est l'une des références centrales, s'appuyant sur le nouvel essor des recherches qui l'entourent.

Chaque mardi soir, à 19 h, des intervenants choisis parmi les meilleurs spécialistes vous offriront un regard sur l'un des quatre champs de connaissance ou de création au programme de l'année. Les séances auront lieu à l'Espace Niemeyer, Place du Colonel Fabien, 6 avenue Mathurin Moreau (métro : arrêt Colonel Fabien)

Parce que nous souhaitons que le maximum d'entre vous puisse accéder à ces moments d'échanges et d'apprentissage, nous avons fait le choix de diffuser leur contenu sur différents médias sociaux ainsi que sur ce site dans les articles correspondants. ✪

Fête 2019 de l'Huma Bretagne

CITÉ DE LA MUETTE

UN DOCUMENTAIRE EXCEPTIONNEL SUR L'HISTOIRE DU CAMP DE DRANCY

EN PRÉ-ACHAT AVANT SA SORTIE FIN JANVIER 2020

Réalisé par Jean-Patrick Lebel en 1986, ***Cité de la Muette*** **est le premier documentaire consacré au camp de Drancy.**

Le film ausculte les lieux de l'internement, exhume des archives et, surtout, donne la parole à des témoins encore jeunes, dont beaucoup livrent leur expérience pour la première fois devant une caméra.

Ces entretiens constituent de précieux matériaux pour l'histoire de la déportation et de la résistance.

Parmi eux, celui de **Paulette Sarcey, résistante au sein d'un groupe de jeunes communistes de la MOI** (main-d'œuvre immigrée), publié dans son intégralité, est remarquable pour la précision de ses souvenirs et son sens du récit.

Contenu du Coffret DVD

2 DVD contenant le film "**Cité de la muette**" et "**L'entretien avec Paulette Sarcey**"

1 livret de 40 pages.

Tarif : 19 euros (frais de port offert)

Paiement par chèque à l'adresse :

Ciné-Archives, 2 place du Colonel-Fabien

75019 Paris

Livraison autour du 15 janvier 2020

Maxime Grember

responsable des archives Ciné-Archives

Le MJCF mobilisé pour la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien

Au même moment où les députés sont invités à voter une résolution qui vise à faire l'amalgame entre antisémitisme et critique de l'Etat israélien, le MJCF a voulu faire du 29 novembre, une journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, une journée de mobilisation nationale. En plus des actions qui ont été faites partout à travers le territoire pour exiger la libération de Marwan Barghouti, nous revendiquons le droit de pouvoir critiquer les politiques colonisatrices et racistes du gouvernement israélien. Ainsi que la possibilité d'interpeller le gouvernement français pour son inaction face au non-respect du droit international par l'Etat d'Israël.

Le 29 novembre est la date-anniversaire de la signature du plan de partage prévoyant la création d'un État palestinien et d'un État israélien. Plus soixante-dix ans plus tard, nous croyons toujours que la coexistence en paix et en autonomie de ces deux États est possible. C'est pourquoi le MJCF fait de cette journée une date centrale dans sa campagne pour la paix en Palestine.

Une journée au cœur de notre campagne pour la paix en Palestine

Comme déjà dit dans un ancien numéro, les jeunes communistes ont décidé d'axer leur campagne Palestine autour de la libération des prisonnières et prisonniers politiques palestiniens en ciblant particulièrement le cas de Marwan Barghouti. Marwan Barghouti est le seul à pouvoir unir l'ensemble des Palestinien.ne.s et de permettre à ce qu'un jour une paix juste et durable puisse s'installer entre Palestinien.ne.s et Israélien.ne.s. Enfermé dans les geôles israéliennes depuis 2002, sa libération est un préalable à tout processus de paix en Palestine.

Convaincus que l'acharnement judiciaire subi par les Palestinien.ne.s est une des entraves majeures à leur liberté, d'autant plus quand il concerne les militant.e.s et, dans le cas de Marwan Barghouti et d'autres, les élu.e.s, une entrave à la liberté de s'organiser politiquement et donc au droit à la démocratie. Seulement, sans liberté d'organisation, sans démocratie, avec une puissance occupante qui multiplie les simulacres de procès autant qu'elle méprise le droit international, aucune paix ne sera possible. C'est animé par cette volonté de faire connaître la situation et mener à l'engagement du plus grand nombre que les jeunes communistes se sont mobilisés partout en France ce 29 novembre.

La journée du 29 novembre dans les fédérations du MJCF

Il a été décidé pour cette journée de multiplier à travers le territoire les déploiements de banderoles et faire signer notre pétition pour exiger du gouvernement français d'agir en faveur de la libération de Marwan Barghouti.

Ainsi à Rennes ou encore à Toulouse par exemple des banderoles "Liberté pour Marwan Barghouti" ont été déployées et de nombreuses signatures ont été récoltées aux abords du déploiement de banderoles. A Paris, la place "Jérusalem, capitale d'Israël" à été renommée "place des deux capitales". A Lyon, une banderole a également été déployée. Une fois de plus, lors de la journée de solidarité avec le peuple palestinien, le MJCF à répondu présent. Plus que jamais dans le long chemin vers la liberté que subissent les Palestinien.ne.s et particulièrement le Mandela palestinien, Marwan Barghouti, les jeunes communistes seront à leurs côtés. ✪

Clémentine Le Duey,
responsable à la Vie des départements du MJCF

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e - **COMITÉ DE RÉDACTION :** Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi.
RÉDACTION : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06) Mèl : **communistes@pcf.fr** **RELECTURE :** Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81) Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

PCF
SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse :.....€ Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : ..... PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL..... Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19